

DÉVELOPPEMENT DURABLE

De jeunes entreprises engagées

Science, démocratie, réseaux, agriculture, financement, consommation...
L'innovation sociale et sociétale se niche partout. La preuve par l'exemple

Ils ont un peu plus ou un peu moins de la trentaine et ont décidé de créer leur entreprise ou de lancer une association. Pour améliorer l'environnement, réduire les fractures sociales ou sociétales. Ils sont venus présenter leurs réalisations et leurs projets lundi 8 décembre, à Paris, aux Débats du développement durable.

Microdon

Le ticket de caisse solidaire

«*Si, cerveza, beso*» (oui, une bière, un baiser) étaient les trois mots que Pierre-Emmanuel Grange connaissait à son arrivée au Mexique pour une mission confiée par une multinationale. Lors de l'étape cruciale des premières courses, face à la question inintelligible de la caisse, il répond «*si*», plus convenable à son goût que «*cerveza*», et beaucoup moins osé que «*beso*». Plus tard, il s'apercevra qu'il a dit oui à l'arrondissement du montant de ses achats à une somme supérieure au profit d'une œuvre de charité !

Conquis par cette idée, Pierre-Emmanuel décide de créer la «*première entreprise sociale française proposant des outils de microcollecte de fonds auprès des consommateurs et des salariés*». Concrètement, cela consiste à faire un don de quelques centimes à quelques euros récupérés sur les factures, les bulletins de paie, les tickets de caisse et les achats en ligne des personnes le souhaitant. Microdon permet de «*diversifier et d'augmenter les ressources des associations*», explique son fondateur.

Microdon a été créé à Paris en 2009 et

aidé par Planet Finance. «*Nous avons mis en place un partenariat avec Franprix, qui a déployé notre outil, l'Arrondi en caisse, au profit d'antennes locales de la Croix-Rouge et du Secours populaire français*», dit Pierre-Emmanuel Grange. Environ 300 supermarchés proposent désormais cette solution et 100 % des dons collectés sont reversés aux associations partenaires.

Pour ancrer son projet dans la durée, Pierre-Emmanuel et son équipe ont établi des partenariats avec les principaux éditeurs de logiciels de bulletins de paie et d'encaissement, et des institutions financières ou de conseil telles que BNP Paribas, Accenture, NYSE Euronext. L'outil, en place dans plus de 30 entreprises, a recueilli près de 1 million d'euros de dons depuis sa création en 2009.

Microdon a financé ses premières années en levant des fonds auprès des principaux financeurs solidaires et de la Caisse des dépôts. L'entreprise bénéficie également du programme PM'up, mis en place par la région Ile-de-France pour soutenir le développement des PME innovantes en les aidant pendant trois ans.

Microdon atteint l'équilibre économique grâce à la vente de ses services de mise en place de programmes solidaires aux entreprises traditionnelles.

Démocratie ouverte

Participation citoyenne

Directement inspirée de la démarche d'Open Government lancée par le président Barack Obama aux Etats-Unis, l'association Démocratie ouverte milite pour de nouveaux modes de gouvernance. Elle promeut ainsi une plus grande transparence des données publi-

ques, et propose des outils et prestations pour faire participer les citoyens aux décisions qui les concernent, en recueillant leurs avis, critiques et suggestions.

Née sous forme de collectif, Démocratie ouverte est désormais une association consacrée à la conception et l'expérimentation de projets d'Open Government Partnership (OGP). Il s'agit d'une initiative mondiale lancée en 2011 pour

mettre en réseau les Etats s'engageant dans la voie de l'*open government*. Cyril Lage et Armel Le Coz sont à l'origine du projet en France en janvier 2012. Ils sont très vite rejoints par d'autres acteurs engagés en France, en Tunisie, au Québec, en Suisse et en Belgique.

«*Il est encore compliqué de trouver des fonds sur ce qui touche à la démocratie. Nous surmontons ces difficultés temporairement en nous engageant beaucoup bénévolement. Ce système montre ses limites*», explique Armel Le Coz. L'association a aujourd'hui un budget de moins de 25 000 euros et un seul salarié, en emploi aidé depuis cet été.

Si le financement reste délicat, les projets ne manquent pas : Démocratie ouverte lance la plate-forme Parlement & Citoyens, dont le défi est de permettre à tous d'influer sur la construction des lois et de mettre à disposition des députés et des sénateurs des outils d'intelligence citoyenne collective. Le programme Territoires hautement citoyens vise pour sa part à accompagner les collectivités dans les transitions démocratiques locales en laissant beaucoup plus de place aux citoyens dans la gouvernance de l'espace public et des biens communs.

Pour Armel Le Coz, «*il faudrait créer des maisons des citoyens partout sur le terri-*

toire, transformer le Conseil économique, social et environnemental [CESE] en maison mère des citoyens ! Ce type d'institution devrait s'ouvrir dans un maximum de villes et villages en Europe. Ces "tiers-lieux" citoyens constitueraient un environnement propice à l'entrepreneuriat social et sociétal ».

Leka Jouet éducatif pour enfant autiste

A première vue, l'interaction sociale est difficile à décoder par une machine. Mais avec leur première création, les ingénieurs de Leka, jeune start-up installée à Neuville, dans le Val-d'Oise, sont parvenus à créer un « *smart toy robotisé, ludique et interactif* », personnalisable, facilitant le lien entre la personne handicapée et son environnement.

Conçue spécialement pour les enfants autistes, Moti est une sphère qui stimule leurs sens grâce à des mouvements autonomes et à l'émission de musique, de couleurs et de vibrations. Elle a aussi pour fonction de compiler des données dont pourront se servir parents, éducateurs et médecins pour mieux cerner le modèle d'interaction de chaque enfant.

L'idée est venue à Ladislav de Toldi en 2012 lors d'un cours de design. Elle s'est concrétisée dans un autre cours, sur la création d'entreprise. Preuve que le cadre universitaire peut être propice à l'émergence d'innovations. Le créateur de Moti est rejoint plus tard par Marine Couteau, et ensemble ils créent Leka en 2013. L'équipe espère démarrer la commercialisation de son premier produit en 2016.

Les jeunes entrepreneurs ont bénéficié de l'accompagnement de l'incubateur Val-d'Oise Technopole, puis du soutien d'Antropia, l'incubateur social de l'Essec.

Le financement de la jeune entreprise est assuré par les fonds récoltés lors de concours et par un prêt d'honneur de Scientipôle Initiative. Ce prêt à taux zéro, remboursable sur cinq ans, est destiné aux entreprises franciliennes innovantes de moins de trois ans d'activité. Pour la production industrielle à venir de

Moti, Leka espère lever des fonds plus conséquents.

Selon Ladislav de Toldi, l'ancrage de l'entrepreneuriat social dans le paysage socio-économique en France passe par un rapprochement avec le monde des start-up : « *Il faut conjuguer la rigueur et*

les fonds importants de l'entrepreneuriat classique porteurs de projets, qui manquent d'impact social, avec l'énergie et la volonté de changer le monde de l'entrepreneuriat social. »

Naïo Technologies Le robot est dans le pré

Lors d'une discussion avec plusieurs agriculteurs en 2010, à la Fête de l'asperge à Pontonx-sur-l'Adour (Landes), Gaëtan Severac se rend compte d'un problème sérieux : à cause de leur poids et de leur fragilité, les outils mécaniques de désherbage dont les agriculteurs ont besoin sont trop difficiles à déplacer. Par conséquent, les agriculteurs se servent de désherbants chimiques, fortement nuisibles à l'environnement. Développer un robot qui puisse transporter ces outils d'un endroit à l'autre serait une solution écologique, pense alors le jeune ingénieur. Il en parle à deux amis d'école, diplômés comme lui depuis quelques années. Ils montent leurs premiers prototypes dans un garage, avec l'aide du FabLab de Toulouse, un lieu d'échange d'idées et de bricolage commun. Des professionnels du milieu agricole, des structures d'accompagnement telles que l'incubateur Midi-Pyrénées et des représentants du pôle de compétitivité agricole Agripip Sud-Ouest Innovation leur prêtent main-forte. La faisabilité technique étant prouvée, ils créent leur société en novembre 2011.

L'équipe fait alors du porte-à-porte chez les agriculteurs pour leur présenter Oz et Sam, les compagnons-robots qui diminuent la pénibilité du travail. « *Au début, il était difficile de trouver un financement parce qu'il n'y avait pas encore de ventes*, explique Gaëtan Severac, *mais aujourd'hui nous avons pu réunir 730 000 euros grâce au crowdfunding.* »

Plusieurs agriculteurs du sud de la France en sont désormais équipés. Un partenariat avec la région Midi-Pyrénées permet en outre à l'entreprise de créer un laboratoire de recherche pour un nouvel engin travaillant dans les vignes.

L'entreprise devrait atteindre son équilibre financier en 2016, date au-delà de laquelle l'équipe souhaite se développer à l'international.

Simone Lemon Un restaurant sans gaspillage

Alors que 3 millions de tonnes de fruits et légumes sont jetés chaque année en France car jugés inesthétiques ou hors calibre, la future enseignante de restauration Simone Lemon veut minimiser les pertes alimentaires en utilisant ces ingrédients « hors normes », achetés chez des producteurs locaux. Elle sera également l'un des rares restaurants français facturant ses plats au poids. « *Pour consommer selon son appétit et donc... ne pas gaspiller !* » expliquent les deux cofondatrices, Elodie Le Boucher et Shéhrazade Schneider.

Au menu, des entrées originales comme le mélange croustillant de fenouil, poires et pancetta, des plats complets tel le curry aux sept fruits et légumes. Le prix est unique, 2,50 euros les 100 g, afin d'attirer un public plus nombreux et diversifié que celui de la plupart des enseignes « bio » ou « fait maison ». Ce concept de vente au poids remporte déjà un franc succès à l'étranger, notamment aux Etats-Unis, en Allemagne ou encore au Brésil. Les invendus seront redistribués à des associations partenaires s'occupant principalement de sans-abri.

Elodie et Shéhrazade, deux anciennes de l'Ecole supérieure de commerce de Paris, se sont réparti les tâches : marketing et

distribution, pour la première, restauration, logistique et développement pour la seconde. L'incubateur de l'Essec, Antropia, les a aidées à définir leur business plan. Le réseau Ashoka les a conseillées pour leur levée de fonds. Ce qui a amené un certain nombre de grandes entreprises (LVMH, Deloitte, Crédit suisse...) à les soutenir en leur apportant leur expertise. Elles ont obtenu un prêt d'honneur de 20 000 euros de la part du comité d'investissement

d'Antropia et une subvention de 50 000 euros pour des projets socialement innovants de la région Ile-de-France.

Simone Lemon a réuni près des deux tiers des fonds nécessaires à son démarrage. A court terme, leur objectif est donc de lever le tiers manquant, d'obtenir un local à Paris, et de lancer les travaux pour assurer l'ouverture en avril 2015. Sur le long terme, elles souhaitent « démontrer qu'il est possible de faire de l'entrepreneuriat social tout en étant ambitieux et rentable ».

Spear

Crowdfunding coopératif

« Lorsque des épargnants déposent leur argent dans une banque classique, ils ne savent souvent pas à quoi cette somme est utilisée entre la date de son dépôt et celle de son retrait », explique Nicolas Dabbaghian. En 2011, il a créé Spear à Paris, une plate-forme de crowdfunding sous forme de coopérative, avec François Desrozières, également jeune diplômé. Leur initiative veut rendre plus transparente l'utilisation de l'épargne, tout en ayant un fort impact social, environnemental ou culturel.

Pour atteindre ce but, Spear a choisi de promouvoir la finance participative au service de petits projets. L'entreprise joue en effet un rôle d'intermédiaire entre le porteur d'un projet en besoin de financement et les personnes prêtes à placer leur argent.

En plus du taux d'intérêt, Spear a mis en place un système qui permet à l'épargnant de bénéficier de déductions fiscales liées à l'investissement dans des PME, car l'épargnant ne prête pas directement au porteur de projet, mais achète des parts sociales de la coopérative.

Les projets proposés sont sélectionnés en fonction de critères de viabilité économique et d'impact positif sur la société. Spear fait un premier tri. Puis des banques partenaires (le Crédit coopératif, la Société générale et le Crédit municipal de Paris) décident en dernier ressort, et déterminent la durée et le taux de l'emprunt.

Sur le site Internet de Spear, l'épargnant peut alors choisir quelle somme il souhaite investir dans son projet préféré. L'épargnant paie 3 % de frais à la plate-forme. « Grâce à l'argent des épargnants

de Spear, ses banques partenaires accordent un prêt à taux minoré aux porteurs de projet », précise Nicolas Dabbaghian.

Depuis sa création, la plate-forme a contribué au financement d'une vingtaine de projets à hauteur de 2,5 millions d'euros.

Ticket for Change Des trains pour trouver sa voie

Tout commence en Inde, en décembre 2012, lorsque Matthieu Dardaillon, 25 ans, embarque pour le Jagriti Yatra, un voyage en train avec 450 jeunes – une majorité d'Indiens et une poignée d'étrangers chanceux –, sélectionnés parmi 18 000 candidats. Ils parcourent ainsi 8 000 km pour faire découvrir la réalité du pays, et rencontrer des personnalités « inspirantes » pour entreprendre. Il s'inspire de cette expérience pour créer Ticket for Change (T4Change). Après avoir été incubé à

HEC pendant quatre mois, le projet est finalement lancé en janvier 2014. En septembre, 50 jeunes ont rencontré 40 entrepreneurs pionniers, pendant douze jours dans six villes de France, parcourant ensemble 3 000 km. Ils ont pu discuter avec des personnalités engagées en faveur de l'entrepreneuriat social tel l'écologiste Pierre Rabhi, le directeur général de Danone Emmanuel Faber, le président de Planet Finance Jacques Attali, le président du Conseil économique, social et environnemental (CESE) Jean-Paul Delevoye, ou encore le cuisinier Thierry Marx, l'ingénieure Thanh Nghiem et la consultante Marie Trellu-Kane.

Le projet a un triple but. La sensibilisation d'abord : T4Change cherche à donner une image positive et dynamique de l'entrepreneuriat social en France et à déclencher une vague d'engagements dans le pays. Susciter un déclic, ensuite, et aider des jeunes en quête de sens à trouver leur voie et à mettre leurs talents au service de la société. Enfin, offrir aux participants un accompagnement personnalisé de dix mois. Chris Delepierre, 24 ans, a ainsi lancé son projet d'entreprise qui vise à utiliser l'impression 3D

pour venir en aide aux aveugles. Alice Müller, 21 ans, développe un projet d'association proposant à des étudiants d'accompagner et aider scolairement des enfants roms, afin de favoriser leur intégration à l'école.

Avec un budget initial de 600 000 euros, T4Change compte aujourd'hui une équipe de sept personnes, âgées de 25 à 33 ans. Elle prépare le lancement du MOOC « Devenir entrepreneur du changement » prévu pour février 2015. Pour permettre au plus grand nombre de personnes de bénéficier du programme pédagogique et des conseils des 40 pionniers qui participent au projet. Elle pré-

voit aussi de réaliser des documentaires télévisés sur cette première édition, tout en préparant le Tour 2015.

Station Energy Des « stations solaires » en Afrique

Sur les quelque 1,6 milliard de personnes privées d'électricité dans le monde, plus de 500 millions vivent sur le continent africain. A sa sortie de l'Ecole des mines de Douai et de HEC, Alexandre Castel s'est attaché à trouver une solution à cette situation. Avec deux entrepreneurs déjà expérimentés, Jérôme Brossier et Patrick Reynaud, il développe Station Energy, une entreprise distribuant des « stations solaires », dans les zones rurales d'Afrique subsaharienne, grâce à un réseau de revendeurs locaux franchisés (*Le Monde* du 6 janvier 2014). Ces stations solaires alimentent les habitations en électricité, ainsi que des espaces commerciaux réfrigérés proposés à la location, des pompes, des lampadaires, des cybercafés, des services de rechargement de téléphones mobiles. Ce qui permet à une économie locale de se développer.

Selon le jeune entrepreneur, « un foyer moyen d'Afrique subsaharienne dépense l'équivalent de 10 euros par mois pour des solutions chères et de mauvaise qualité telles que les bougies et les lampes à pétrole pour l'éclairage, et les piles non rechargeables pour les appareils électriques. Station Energy propose des solutions durables

pour moitié moins cher ».

Il prévoit également de relier des centres de santé pour faciliter les campagnes de vaccination dans les zones les plus reculées d'Afrique. Lancée en 2012, la jeune entreprise compte déjà une dizaine de distributeurs franchisés dans chacun des pays où elle est installée : Sénégal, Burkina Faso, Comores et Côte d'Ivoire.

Station Energy, qui emploie 80 personnes, dont cinq en France, vise un chiffre d'affaires de 1,5 million d'euros en 2014, cinq fois plus qu'en 2013. ■

SoScience

La science avec conscience

SoScience entend mettre la recherche scientifique au service de l'innovation sociale, soutenir la recherche et le développement des entrepreneurs sociaux, en les aidant à concevoir un produit innovant ou un procédé de développement. L'idée, née lors d'une discussion entre amis fin 2011, est mise en œuvre l'année suivante.

Des chercheurs impliqués dans SoScience travaillent par exemple avec Faso Soap,

entreprise du Burkina Faso qui intègre des principes actifs antimoustiques dans les savons pour lutter contre le paludisme. D'autres, de jeunes ingénieurs, mettent au point des fours propres pour l'entreprise indienne Prakti Design. Une troisième équipe conçoit un tapis de jeu pour intégrer les enfants aveugles au Guatemala. Entre autres.

En lançant son projet, Mélanie Marcel, 24 ans, cofondatrice du projet avec Eloïse Szmatala, 25 ans, n'avait pas l'impression de choisir de devenir entrepreneure : elle souhaitait « *juste que l'idée devienne réalité* ». L'entreprise bénéficie aujourd'hui du soutien de partenaires importants, comme le réseau d'entrepreneurs sociaux Ashoka, l'incubateur de l'École supérieure des sciences économiques et commerciales (Essec) Antropia, le réseau de femmes European Professional Women's Network, le soutien aux projets L'Echappée volée, le programme de mentorat Moovjee, et l'observatoire d'innovation sociale Noise.

SoScience participe activement à des groupes de réflexion sur la recherche, tel De l'innovation en Europe, dirigé par le mathématicien Cédric Villani. Mélanie

Marcel a créé le groupe de travail Réseau recherche responsable. « *Nous travaillons aussi avec des entreprises plus classiques pour lancer des programmes d'innovation responsable en interne* », explique-t-elle. Selon la jeune entrepreneure, « *le plus important n'est pas de monter une boîte, mais de faire preuve d'un esprit d'initiative fort et de croire en ses idées, même si l'on rejoint la fonction publique ou le secteur privé. C'est ce qui peut faire avancer une structure, quelle qu'elle soit, start-up ou non* ». ■

**HAJAR BENMOUSSA,
NICOLA GRELLMANN,
TAIS NIFFINEGGER, DESIRE ZONGO
AVEC AMANDINE BARTHÉLÉMY**

PROGRAMME

« ENTREPRENDRE AUTREMENT POUR CHANGER LE MONDE »

Journée débat lundi 8 décembre, de 9 heures à 17 heures dans l'auditorium du *Monde*. Les débats seront introduits par Jean-Paul Delevoye, président du Conseil économique, social et environnemental (CESE).

« Nouveaux modèles : comment passer de l'émergence à l'évidence »

Table ronde, de 10 h à 12 h 40. Six entreprises présentées par leur créateur : Leka, Expliseat, Démocratie ouverte, SoScience, Simone Lemon, Ticket for change. Avec, pour en débattre, Amandine Barthélémy (Essec, Sciences Po, Odyssem),

Christian de Boisredon (Sparknews), Jacques Huybrechts (Entrepreneurs d'avenir), Sarah Mariotte (Ashoka), Christian Vanizette (MakeSense). Et des étudiants de l'Ecole des mines.

« Quel ancrage durable au-delà de l'innovation ? »

Table ronde, de 14 h à 16 h 30. Cinq entreprises présentées par leur créateur : Spear, Microdon, Naïo Technologies, Station Energy, *Demain*, le film. Avec, pour en débattre, Mahel Coppey (Ville de Nantes), Olivier Kayser (Hystra), Laurence Méhaignerie (Citizen Capital), Vincent Ricordeau (KissKissBankBank), Delphine Smagghe (McDonald's France). Et des étudiants de Sciences Po.

Entrée libre, sur inscription.

Image non disponible.
Restriction de l'éditeur